

## Parti - Etat - Internationale

### CHAPITRE VII

#### L'ETAT SOVIETIQUE

##### (Deuxième partie)

La victoire d'Octobre 1917, la fondation de l'Etat Soviétique, trouvèrent le prolétariat international dans de telles conditions d'impréparation théorique et politique, que déjà à Brest-Litovsk les deux courants qui s'affrontèrent ne parvenaient pas à fixer un système de principes, des règles principielles pouvant guider toute l'action future de l'Etat prolétarien. Nous avons indiqué que si le courant dirigé par Lénine l'emporta sur celui de la fraction de gauche dirigé par Boukharine, ce n'est pas à la suite d'un choc de conceptions principielles opposant la notion du rapport de forces sur l'échelle internationale, duquel devait dépendre la politique et l'action de l'Etat soviétique, à celle de l'intervention de cet Etat dans la lutte de classe mondiale afin d'en précipiter le processus vers une issue révolutionnaire. Il ne s'agissait pas de résoudre principiellement les dilemmes : **L'Etat prolétarien dépendance directe du prolétariat international ou bien l'inverse, c'est-à-dire la classe ouvrière des autres pays trainée derrière l'Etat russe; retraite en face d'un capitalisme pouvant encore tenir en bride le prolétariat de son pays, ou bien offensive soviétique pour bouleverser révolutionnairement la situation dans le pays du capitalisme agresseur.** La position de Boukharine se fondait sur la gamme de l'expérience de la révolution de 1793, alors que celle de Lénine, sans toutefois pouvoir se préciser en des limites bien définies, faisait entrevoir les seules conceptions internationalistes sur lesquelles doivent se baser la vie et le développement de l'Etat prolétarien. La « guerre révolutionnaire » correspond parfaitement au programme historique d'une classe qui — fondée sur l'institution d'un privilège de classe — doit enfreindre les barrières d'autres privilèges de classe et favoriser ainsi la formation d'une texture internationale où les contradictions dans le domaine économique, les antagonismes au sein de la clas-

se dominante, pourront s'épanouir et aboutir au contraste plus général opposant les Etats capitalistes ou les constellations de ces derniers. Cette théorie de la « guerre révolutionnaire » ne peut être reprise à son compte par le prolétariat, ne peut être héritée des révolutions bourgeoises, parce que le programme historique de la classe ouvrière réside dans la rupture du mécanisme de domination de classe dans tous les pays et cela ne peut résulter que de la capacité du prolétariat de chaque pays à s'acquitter de sa mission, de la maturation des conditions politiques pour le déclenchement de l'insurrection. Octobre 1917, loin de pouvoir être considéré comme un élément d'exportation dans les autres pays, ne pouvait être qu'un modèle offert aux autres prolétariats, modèle appelé cependant à être continuellement dépassé dans la course incessante qui est la loi des révolutions prolétariennes.

A Brest, c'est l'immaturation de la situation historique qui empêche l'établissement de frontières idéologiques entre les deux fractions du parti bolchévique dont les difficultés cruelles dépendent de l'impossibilité de s'en référer à une expérience historique précédente. Cette justification n'existera plus pour les révolutions futures et la prochaine victoire du prolétariat dans un autre pays ne pourra atteindre son objectif : être un signal de la révolution mondiale qu'à la condition de préparer dès maintenant, par la critique de la révolution russe, le matériel principal devant guider l'action du futur Etat prolétarien. C'est la critique de la Commune qui permit à Marx d'énoncer la nécessité de la fondation de la dictature du prolétariat, et à Lénine ensuite de dresser — dans « l'Etat et la Révolution » — la théorie de l'insurrection en vue de la destruction violente de l'Etat capitaliste. Sans la Commune, ni Marx, ni Lénine, malgré leur génie, n'auraient pu donner ces œuvres théoriques fondamentales ; le prolétariat ne pouvant bâtir que sur le matériel concret des expériences historiques.

Octobre 1917 n'est, en définitive, qu'un signe avant-coureur de la situation révo-

lutionnaire qui devait se déclarer un an plus tard au travers du désarmement des armées impérialistes dans tous les pays à quoi devaient faire suite directement les batailles révolutionnaires de 1919 en Allemagne, Italie, Hongrie, et dans tous les pays en général. Que les années 1917 et 1918 ne soient que des prodromes de la nouvelle situation qui devait se déclarer peu après cela est prouvé par le fait que c'est seulement en mars 1919 que les bolchéviks encouragent la reprise des rapports internationaux (à l'initiative de la gauche de Kienthal) et en septembre 1920 — trois ans après la victoire d'Octobre — nous assisterons, en réalité, à l'établissement du matériel idéologique, politique et organisatoire de la Troisième Internationale. Ce décalage entre 1917 et 1920 s'explique uniquement par le fait que les conditions objectives posées par l'histoire et justifiant la vie de l'Etat prolétarien ne se sont manifestées — dans la réalité internationale — qu'avec un retard considérable.

La fin de la guerre impérialiste ne dépend pas, au fond, du revers des armées allemandes, de l'apport fourni aux alliés par l'intervention américaine, mais c'est Octobre 1917 qui marque la fin du carnage ; les succès militaires de l'un ou de l'autre pays belligérant n'étant que des facteurs accessoires. C'est la catastrophe de l'édifice czariste avec ses conséquences immédiates sur tous les autres fronts où les prolétaires reprennent conscience de leurs intérêts, qui marque la fin de la conflagration : à la guerre ne pouvait s'opposer que la révolution et il est suggestif de remarquer les réflexions concomitantes de Poincaré aussi bien que du kaiser constatant, tous les deux, l'état d'esprit des armées où les phénomènes de révolte se font jour et menacent la continuité de la guerre. Ces phénomènes se vérifient d'ailleurs dans toutes les autres armées et partout c'est le prolétariat qui en est l'artisan. Il est évident que nous n'affirmons pas que faute de ces mouvements révolutionnaires, la guerre aurait duré éternellement, mais nous nous basons sur des éléments historiques et non sur des conjectures abstraites ; nous analysons les événements d'après leur logique qui nous permet de comprendre l'inévitabilité de mouvements révolutionnaires, le déclenchement nouveau de l'antagonisme de classe engen-

dré directement par la parenthèse historique de la guerre où l'antagonisme spécifique au régime capitaliste — celui de la guerre entre les Etats bourgeois — s'était manifesté d'abord, épanché ensuite dans toute son ampleur pour faire place à l'éclosion du contraste de classes qui guide toute l'évolution historique.

Octobre est donc un événement dont la valeur ne peut ressortir que de considérations uniquement **mondiales** ; il est l'expression d'une modification radicale de la situation **internationale** et prendra sa figure historique réelle par l'apparition, en 1919-20, des conditions objectives qui — au point de vue historique — rendaient possible l'institution de la dictature prolétarienne en Russie. A ce propos, il faudra examiner, à nouveau, la thèse qui a été présentée comme étant la justification historique de la victoire prolétarienne en Russie : l'évolution du centrisme favorisé justement par le formidable développement de la technique de production en U.R.S.S., nous permettant de mieux comprendre aujourd'hui ce problème.

Sur la base des énonciations de Marx sur le « développement inégal », Lénine d'abord, mais Trotsky surtout, nous avaient déterminé à considérer que la victoire en Russie trouvait sa justification dans l'état économique arriéré de ce pays, qui en faisait — sur l'échelle mondiale — le chaînon le plus faible du capitalisme et donnait en même temps au prolétariat russe un poids spécifique énormément supérieur : la maille ayant craqué à son point le plus vulnérable. Il nous semble que cette condition objective, bien que de grande importance, n'est pas à la base de la victoire en Russie, et que la loi du « développement inégal » ne peut pas nous faire comprendre l'évolution réelle des situations actuelles. On sait qu'en 1927 Staline s'est justement appuyé sur cette loi pour en conclure que l'inégalité du développement du capitalisme laissait la possibilité à l'Etat soviétique de s'acheminer vers la construction du socialisme en un seul pays. La circonstance de l'inégalité était élevée à l'importance d'une loi, d'une nécessité historique et, dès lors, il devenait possible, et même inévitable, d'encaster — dans ce mécanisme inégal — le développement d'une économie socialiste pou-